vous pouvez obtenir copies des articles qui vous intéressent dans les sommaires en vous adressant à

espace personnalisable
par chaque comité local

sommaire



actualités de juillet/août 2001

courriels n°250 à 261
juillet / août 2001



attac

Courriel d'information n°250 du 03/07/2001 « Stop : pas à vendre »

1- Genova – En direct de Gênes *Une rencontre a eu lieu entre les organisations du Genoa Social Forum et les autorités. Celle-ci a eu au moins l'avantage d'éclairer un peu plus le cadre dans lequel nous pourrons exercer notre droit à ne pas être d'accord et à le manifester.*

2-Sommet du Mercosur 21-22 juin 2001 à Asunción *Les pays d'Amérique du Sud formant le marché commun du sous-continent se sont réunis récemment. La région est en pleine crise financière et économique et les décisions prises, certes ambitieuses, ne sont guère suivies d'effet. La dévaluation compétitive des monnaies entraîne des conflits d'intérêt et commerciaux.*

3- Brèves d'OMC *Inde, Etats Unis, Union européenne ou les termes de désaccords sur la prochaine réunion de Doha. Mais aussi la preuve par le « sénateur » de l'action américaine en Colombie : une autre façon d'imager l'arroseur arrosé.*

4- Les enseignants sont-ils conscients de la restructuration fondamentale de leur métier ? *Il s'agit de commerce encore une fois… Dans cet article d'opinion l'auteur met en avant le danger (réel) que représentent les accords internationaux, et en particulier l'AGCS sur les services, par rapport aux systèmes éducatifs.*

5- La culture et le savoir ne sont pas à vendre *Devant la concentration des pouvoirs de multinationales (6 aux Etats Unis) qui détiennent les contenus et les moyens de les communiquer dans les domaines du cinéma, de la télé, de la radio, de l'Internet, du livre, du disque, les résistances apparaissent bien faibles et sans doute désuètes. Mais l'histoire a déjà montré que les Goliath ne gagnent pas toujours*

6- Les marins ne sont plus à vendre *Nous avions déjà parlé de cette sordide affaire, malheureusement pas si exceptionnelle, où l'équipage d'un bateau avait été « oublié » avec le vieux rafiot dans un port. L'exception cette fois-ci est qu'ils avaient résisté et qu'une solidarité internationale s'est mise en place autour de cette bataille. Après plus de deux ans voici enfin l'épilogue de cette histoire-ci.*

7- OMC : Fais marche arrière ou disparais *Voici la traduction d'un appel international sur l'OMC qui peut être signé par des organisations. Ce texte servira de base aux différentes mobilisations qui auront lieu lors de la réunion ministérielle de l'OMC à Doha au Qatar le 9 novembre prochain.*

Courriel d'information n°251 du 06/07/2001 « Mobilisations »

1- Genova – Du 19 au 21 juillet, à Gênes, face au G-7, mobilisation générale ! *A mesure que nous nous approchons du début du Genoa Social Forum, le 15 juillet, les informations se font de plus en plus précises. Mais il s'agit avant tout de se mobiliser et de rendre autour de nous les raisons pour lesquelles nous allons à Gênes sensibles, compréhensibles. Ces raisons, qu'il s'agisse de solidarité internationale ou de résistance de tous les jours ici et maintenant, nous touchent toutes et tous dans nos vies. Il ne s'agit pas de faire du bruit pour faire du bruit. Mais en l'absence de véritable dialogue social, en l'absence de réel débat démocratique, nos propositions et nos alternatives que nous*

Quelques réflexions sur la violence et l'état du mouvement

Par Pierre Khalfa

Après Göteborg, les manifestations de Gênes ont reposé la question du rapport à la violence. Ce texte vise à apporter quelques éléments au débat.

Le capitalisme, comme les autres systèmes basés sur la domination d'une classe sociale sur l'ensemble de la société, a été instauré dans la violence. Il a construit un mode de domination qui mélange de façon différente, suivant les époques et les circonstances, violence directe et recherche d'un consensus visant à masquer la brutalité oppressive du système, les grandes avancées sociales ayant toujours eu lieu dans un contexte d'affrontements plus ou moins violent.

Une impasse stratégique

Pour lutter contre ce système, l'emploi ou le refus de la violence dans l'action quotidienne a été historiquement surdéterminée par une perspective "stratégique" globale. Il importe donc de revenir rapidement sur ces débats avant de traiter de la situation actuelle.

Dès l'origine le mouvement ouvrier a été divisé sur le type de réponse à mettre en oeuvre. Deux grandes orientations ont vu le jour. L'une visait par une accumulation pacifique à gagner petit à petit des positions de force dans la société, arriver ainsi au pouvoir et imposer de cette manière aux classes dominantes des changements radicaux. Dans ce cadre, la violence n'était conçue que comme défensive, en cas de "provocation de la bourgeoisie", ou comme coup de pouce final si celle-ci ne se résignait pas à sa défaite. L'autre indiquait que, jamais les classes dominantes n'avaient abandonné la moindre parcelle de pouvoir sans se battre, que l'affrontement était inévitable - ce d'autant plus que l'appareil d'Etat se renforce jour après jour -, qu'il fallait donc le préparer et y "préparer les masses" de façon consciente.

Aucune de ces deux orientations n'a fait la preuve de sa pertinence. La première appliquée de façon sincère a abouti à des tragédies - le cas le plus récent est celui du Chili de l'Unité populaire -, ou a été le plus souvent la simple couverture de l'acceptation du système et a même servi à justifier l'emploi de la répression contre les forces les plus radicales. La seconde a aussi connu des échecs sanglants, mais surtout ses succès ont été éphémères. Si, la dégénérescence des révolutions russes, chinoise, cubaine... ne peut être simplement expliquée par ce seul facteur, le rapport particulier qu'elles ont entretenu avec la violence y a joué un rôle important. De plus, la théorisation de la violence, voire son exaltation, a des conséquences au quotidien sur le comportement des individus et sur la culture développée dans les organisations qui la pratiquent. Elle ne fait pas bon ménage avec l'existence de débats ouverts et la mise en œuvre de processus démocratiques.

La violence n'est pas un moyen technique neutre et a des conséquences sur ceux qui la mettent en oeuvre, sur la société qui la promeut et elle en vient inévitablement à dominer les autres rapports sociaux. Il est vain de croire qu'elle pourrait être contenue dans un "ailleurs" et ne pas toucher ceux qui l'emploient. L'idée que la violence ne puisse s'appliquer que contre les classes dominantes est largement illusoire et le "pas de violence dans le mouvement ouvrier" n'a été historiquement qu'un voeu pieux. De même, la distinction maoiste entre "les contradictions au sein du peuple" qui se résoudraient pacifiquement et "les contradictions entre le peuple et ses ennemis" où la violence pourrait être employée ne résoud aucun problème : quels sont ceux qui décident qui fait partie du peuple ? L'emploi de la violence contre les dominants a inévitablement des conséquences sur les dominés eux-mêmes et se propage en leur sein.

Cependant, l'affirmation de la non-violence ne résout pas nos problèmes. Se dire non-violent n'entraîne pas que ceux d'en face le soient aussi. L'expérience gandhienne de la non-violence s'est accompagnée de nombreux massacres par l'armée britannique et n'a pas empêché que les indiens se massacrent entre eux par la suite. De plus, chacun sait que nombre de manifestations pacifiques ont été et sont l'objet de répression de la part des gouvernements, Gênes en étant l'exemple le plus récent.

Ce bilan rapide du passé nous mène au cœur de nos difficultés actuelles. Il nous faut reconstruire une nouvelle perspective stratégique et cela ne peut se faire qu'à partir de l'état actuel des mouvements et en se réappropriant les débats du passé. Il est chimérique de croire que le capitalisme acceptera de se voir imposer sans réagir violemment des mesures qui remettent radicalement en question son fonctionnement. Comment se préparer à cette violence, comment y répondre ? Nous n'avons pas aujourd'hui de réponse claire à ces questions. C'est cette impasse stratégique qui rend les débats actuels compliqués et peu lisibles.

Partir de l'état du mouvement

Le mouvement contre la mondialisation libérale a connu depuis Seattle un développement important. Ce développement touche tant le rythme des mobilisations que leur ampleur et est porteur d'une radicalisation croissante en particulier dans la jeunesse. Mais, et c'est le fait essentiel, ces mobilisations ne sont que la pointe avancée de l'évolution globale des opinons publiques, au moins dans les pays capitalistes développés. Non seulement ces mouvements gagnent en force, mais ils rentrent en résonance avec les préoccupations de secteurs de plus en plus importants des populations. Le risque de récession, loin de remettre en question cette évolution accélère (pour le moment ?) les prises de conscience comme l'a montré les réactions face aux "licenciements boursiers". Cet écho croissant des thèmes portés par le mouvement a mis les gouvernements sur la défensive sur le plan idéologique et a accéléré la crise de légitimité des institutions internationales, même si cela n'a entraîné aucun changement d'orientation de leur part. C'est ce lien grandissant à l'opinion publique qui est le danger principal pour les gouvernements, c'est ce lien qu'ils veulent casser.

C'est dans ce cadre, après Göteborg, qu'il faut comprendre l'attitude de Berlusconi lors du sommet de Gênes. Au-delà de dérapages qu'entraîne toute opération policière, le gouvernement italien (avec l'aval des autres gouvernements ?) a fait le choix de s'attaquer à l'ensemble des composantes du mouvement sans distinction. D'une part, il s'agissait de criminaliser l'ensemble du mouvement espérant ainsi le marginaliser dans l'opinion publique, de l'autre, de le diviser afin d'essayer d'intégrer ses composantes les plus modérées. Ce n'est pas l'attitude du Black Bloc qui est à l'origine des violences policières, mais un choix politique du gouvernement italien. Si le Black Bloc n'avait pas été là, nul doute que le gouvernement eût trouvé un autre prétexte.

Cependant, le caractère visible des provocations policières, l'ampleur de la répression ont eu l'effet inverse à celui qui était recherché par le gouvernement italien. La condamnation de l'attitude du gouvernement a été le fait d'organisations qui n'avaient pas appelé à Gênes et loin de minorer le mouvement, cela l'a amplifié. Son impact dans l'opinion publique s'est encore affermi, ce d'autant plus que les premières inculpations par la justice italienne confirment la thèse de la provocation policière. Cette force du mouvement a eu pour conséquence un changement de ton de la plupart des gouvernements qui ont été obligés de condamner la violence policière et de reconnaître la légitimité des problèmes posés par les manifestants, même s'ils ne semblent pas prêts d'adopter la moindre mesure concrète. En France, le PS se divise sur cette question : le député Jean-Marie Bockel qui ne voit aucune convergence avec les manifestants de Gênes s'oppose à Vincent Peillon porte-parole du PS et Christian Paul membre du gouvernement qui les soutiennent (à la veille d'élections, mieux vaut ne pas se couper de l'opinion !). Tout cela a pour conséquence de renforcer par contrecoup le poids du mouvement dans l'opinion.

Dans cette situation, nous devons remplir simultanément quatre objectifs. D'une part, nous devons maintenir et renforcer le lien avec l'opinion publique, d'autre part éviter un éclatement du mouvement, ensuite être capable d'en assumer la radicalité montante, enfin continuer par des manifestations massives d'en démontrer la force. Remplir ces objectifs suppose éviter un certain nombre d'écueils. Il faut d'abord éviter une montée aux extrêmes dans les formes d'actions que certains peuvent justifier par l'autisme des gouvernements. Ce refus est décisif si nous ne voulons pas que les gouvernements marquent des points dans leur tentative de casser le courant de sympathie que nous rencontrons dans les opinions publiques, d'où notre choix pour la non-violence. Mais ce refus doit simultanément s'accompagner de la prise en charge de la radicalisation croissante d'une partie du mouvement.

Cela passe par l'adoption de formes d'action qui intègrent symboliquement cette radicalité. Face à la violence du système, le choix de la non-violence ne peut être, ni synonyme de passivité, ni acceptation de principe de la légalité, d'où le caractère "actif" de notre recours à la non-violence. Le développement ces dernières années de formes d'actions radicales non-violentes par un certain nombre de mouvements sociaux - occupation des Assedic par les chômeurs, des logements vides par les sans-logis par exemple -, a permis à la fois d'exprimer fortement le ras-le-bol des intéressés, de rendre visible leur combat, tout en ayant un impact positif dans l'opinion publique. Il faut s'en inspirer. Plus nous affirmons le caractère non-violent de nos actions, plus nous devons mettre en scène notre détermination dans des formes d'actions appropriées se discutant au cas par cas.

C'est dans ce cadre que nous devons situer nos rapports avec le Black Bloc. Même s'il ne s'agit pas d'un groupe structuré, mais plus d'une mouvance à géométrie variable, il est porteur d'une orientation qui a fait le choix d'une confrontation violente systématique avec la police et de la destruction des "symboles du capitalisme" (agences bancaires, voitures...). Cette orientation est justifiée par "la dégradation de la propriété comme moyen stratégique d'action directe" et par l'objectif de créer des "zones autonomes

serons des dizaines et des dizaines de milliers à porter physiquement à Gênes, des millions à les appuyer dans le monde, doivent prendre la rue. Encore faut-il négocier, faut-il travailler des jours et des jours pour avoir la liberté de les exprimer pacifiquement. Il faut se mobiliser car même dans « nos » démocraties la moindre miette de droit n'est nullement un acquis.

2- Genova - Dette illégitime ou criminalité financière contre développement humain *La dette odieuse et illégitime : on l'a vu dans le cas de l'Argentine, des enquêtes nationales peuvent être réalisées pour déterminer l'illégitimité de la dette extérieure du pays. Selon le droit international, une dette est illégitime lorsqu'elle a été contractée par un régime non-démocratique, sans profiter aux populations locales et avec la collaboration des créanciers.*

3- Göteborg, Salzburg et l'avenir *Nous continuons de publier des éléments du débat autour de la violence. Celui-ci évolue bien évidemment. Vous y retrouvez le comité ATTAC des institutions européennes, ATTAC Sénégal, Susan George, témoignages au sujet de Salzburg et le MEDEF*

4- Economie et/ou droits humains *Un traité de commerce signé entre le Mexique et l'Association européenne de libre échange montre à quel point des considérations élémentaires passent loin derrière les avantages économiques [de] certains.*

Courriel d'information n°252 du 10/07/2001 « La route de Gênes »

1- Genova – Invitation d'ATTAC Italie *ATTAC Italie nouvellement créé vous invite à participer aux différentes mobilisations qui se dérouleront à Gênes. Le Genoa Social Forum commence le 15 juillet. Des mobilisations de rue commenceront à partir du 19 jusqu'au 21.*

2- Genova – Petite chronique *Voici un petit compte-rendu des choses vues et entendues à Gênes. L'ambiance y est excellente malgré de nombreuses tracasseries policières. L'accueil des manifestants commence à être organisé de manière satisfaisante. Un centre de convergence à la frontière italienne a même été mis en place afin d'aider et de faciliter le passage de tout le monde dans les meilleures conditions possibles.*

3- Genova – 14 juillet *En route pour Gênes ou habitant la région, la coordination des organisations italiennes et françaises vous invitent à un pique-nique sur la frontière, à Menton, le 14 juillet à midi. Il s'agit non seulement de se retrouver toutes et tous de façon informelle, mais plus sérieusement d'affirmer nos droits.*

4- Réforme de l'OMC *Cette analyse et ces propositions demandent, en particulier du point de vue des pays en voie de développement, que l'Organisation mondiale du commerce, tienne son rôle, mais uniquement son rôle sans empiéter dans d'autres domaines.*

5- Nouvelle économie ou nouvelle idéologie ? *Cette idéologie laisse entendre que le marché financier serait devenu le lieu où se créerait la valeur que les actionnaires revendiquent. Mieux, par une sorte de réification, il serait le créateur même de la valeur par la seule vertu de mécanismes auto-référentiels : la bulle s'enfle parce que tous les spéculateurs croient qu'elle va enfler*

6- Taxe Tobin par les parlementaires américains *Voici un petit tour du continent américain dont certains des parlementaires poussent pour la mise en place de la [TT] et afin que des discussions aient lieu à son propos.*



Courriel d'information n°253 du 13/07/2001 « Organisons les alternatives »

1- Genova – Connaissez vos droits *Voici une présentation de vos droits en Italie. Ceci devrait vous permettre de mieux connaître l'environnement dans lequel vous allez évoluer et les règles qui le régissent. Nous vous rappelons qu'une centre de convergence sera installé à partir du 18 sur l'aire d'autoroute Beausoleil, juste après Nice.*

2- Genova – Le huitième G *La délégation russe est fin prête à embarquer dans son bus pour nous rejoindre à Gênes. Ils viennent de partout et pour cette première sont prêts à participer pleinement à tout ce qui se déroulera sur place. C'est aussi grâce à votre solidarité que ce « petit miracle » est possible. Merci à toutes celles et ceux qui ont permis à ces militant(e)s russes de nous rejoindre. Une conférence de presse sera organisée dès leur arrivée.*

3- Genova – Petite chronique *A Gênes la police continue de tenter par son attitude irresponsable de créer des problèmes. Les organisations présentes continuent de s'organiser et de se coordonner. Bien entendu la situation n'est pas aussi contrastée, il n'empêche que l'unité des différentes sensibilités est entrain de se faire.*

4- Genova – Le G7 de Gênes et la dette *A l'occasion du Sommet des Chefs d'Etats du G7 de Gênes qui se tiendra du 20 au 22 juillet prochain, les associations et syndicats français réunis au sein de la plate-forme « Dette & Développement » expriment leur inquiétude face au problème persistant de la dette des pays du Sud.*

5- Genova – Etape cruciale *Gênes, une étape cruciale, en Italie, en Europe et dans le monde, pour les mouvements de lutte contre la "mondialisation libérale". Tout indique que Gênes sera la plus importante mobilisation jamais organisée contre la "mondialisation libérale".*

6- Brèves d'OMC *Derniers ajustements autour de la prochaine réunion ministérielle de l'OMC qui se déroulera au Qatar. Petites tractations entre les « grands » pour mieux dominer la situation. Le rejet commence à être unanime du côté de la société civile.*

7- Droits bafoués au Brésil *Le premier semestre de 2001, est marqué dans l'état du Parà par un fort niveau de violence dans les zones rurales. Les trois derniers mois, 119 travailleurs ruraux ont été mis en prison ; un travailleur a été assassiné ; des dizaines d'expulsion de terres [faites] sous l'égide de la violence policière, et 5 leaders [menacés] de mort.*



Courriel d'information n°254 du 17/07/2001 « A quelques jours… »

1- Ne vous faites pas avoir par Berlusconi *Communiqué officiel.*

2- Genova – Petite chronique *La situation à Gênes reste calme malgré quelques faits qui sont autant d'avertissements. Le gouvernement italien fait son possible pour échauffer les esprits et provoquer des incidents. Malgré tout le forum vient de débuter.*

libérées" ainsi que par la nécessité de réveiller une population endormie en révélant le visage répressif de l'Etat. Il faut le dire clairement : cette orientation n'est pas la nôtre. Elle ne peut qu'entraîner la minorisation et l'isolement du mouvement et est propice à toutes les manipulations.

Cependant ce serait une erreur de rejeter ce courant comme étranger au mouvement et de le considérer comme étant simplement un ramassis de provocateurs. D'abord parce que, qu'on le veuille ou non, les gouvernements nous assimileront à eux et ce n'est pas nos protestations qui y changeront quoi que ce soit... sauf à changer radicalement en matière de formes d'action en s'adaptant à ce que les gouvernements sont prêts à accepter. Une telle orientation signerait l'éclatement du mouvement et son arrêt de mort. Ensuite, parce que cette mouvance peut attirer un certain nombre de gens écoeurés par le système et qui pensent réellement pouvoir ainsi changer les choses. Ensuite et surtout parce que tout rejet brutal de ce courant ne pourra l'amener qu'à une radicalisation encore plus grande, dont l'aboutissement pourrait être la mise en oeuvre d'une logique Brigades rouges, qui serait utilisée par les gouvernements contre tous les mouvements sociaux. Les expériences allemandes et italiennes de la fin des années 70 sont éclairantes sur ces points. Enfin parce que leur attitude peut varier : elle n'était pas la même à Washington (avril 2000) et à Québec qu'à Gênes (peut-être parce que sous la même appellation se trouvaient des groupes différents). Nous sommes donc sur une ligne de crête : Il nous faut à la fois clairement indiquer que les méthodes et les orientations des Black Bloc ne sont pas les nôtres et d'autre part ne pas les rejeter et tisser un dialogue politique avec eux.

Quelques pistes

Le débat sur les formes d'actions, dont le rapport à la violence n'est qu'une partie, traverse l'ensemble du mouvement. Nous devons l'assumer et l'organiser afin d'en faire un facteur d'homogénéisation politique. Dans ce cadre, il faudrait travailler à un texte international sur ces questions qui pourrait être adopté après débat par les différentes composantes du mouvement. Ce texte de référence pourrait servir de charte aux différents mouvements et comprendre un certain nombre d'engagements concrets. Dans ce cadre, il nous faut discuter de la forme que doit prendre la protection de nos cortèges et assurer notre droit à manifester. Nous devons avoir conscience que la première et la plus efficace des protections est celle qui est donnée par la force politique du mouvement et sa légitimité dans l'opinion publique. Cela ne signifie pas cependant qu'il nous faut sous-estimer cette question. Si nous devons éviter toute militarisation de nos cortèges, qui, outre une efficacité illusoire, aurait pour conséquence de brouiller notre image, il nous faut cependant être capable de construire un cadre qui soit assez rassurant pour permettre une participation massive à nos initiatives avec la mise en place d'un service d'ordre doté de moyens défensifs.

Des propositions visant à jeter un pont entre le mouvement et les institutions sont en train de voir le jour. Daniel Cohn-Bendit (Le Monde du 11/08) propose une sorte de compromis pour les manifestations lors de la tenue du prochain sommet de l'Union européenne. Estimant que cette réunion a une légitimité démocratique que n'avait pas le G8, il propose d'assurer à cette instance la possibilité de se réunir sans problème en échange de la suppression de toute zone rouge et de la liberté totale de manifester. Une "zone démilitarisée" sans forces de police serait ainsi créée, protégée pacifiquement par deux mille "têtes citoyennes" (élus, des responsables d'associations, de syndicats...). Cette proposition, admet implicitement que les sommets n'ont pas tous la même légitimité (quoique par ailleurs on puisse penser de son affirmation sur la légitimité démocratique de l'Union) et donc que certains n'ont pas de bien-fondé pour se tenir. Elle remet en cause la bunkérisation de ces réunions et admet que le rôle néfaste de la police. Elle pose cependant plusieurs problèmes. On peut d'abord douter que les gouvernements acceptent le principe d'un sommet sans protection policière ni de zone interdite aux manifestants. Le risque est donc grand dans ce cas que ces "têtes citoyennes" ne se transforment en auxiliaires de police pour empêcher les manifestants d'entrer dans la zone interdite. Sur le fond, une telle proposition vise à faire reposer sur nous la sécurité de réunions d'institutions dont nous contestons les orientations. Est-ce là notre rôle ? De plus, qui décide de la légitimité de tel ou tel sommet ou institutions ?

Au-delà des problèmes d'action, il nous faut approfondir nos réponses alternatives. Nous avons aujourd'hui un certain nombre de réponses limitées. Il faut leur donner une cohérence d'ensemble et surtout faire en sorte qu'elles soient reconnues par l'opinion publique. Cette démarche est d'autant plus importante qu'une grande partie de la crédibilité de notre action va se situer sur ce terrain, les gouvernements et les institutions internationales voulant nous enfermer dans le rôle "des gentils, sympathiques qui posent de vrais problèmes, mais n'ont rien à proposer".

Enfin, il nous faut discuter très rapidement des deux échéances importantes qui sont devant nous : la réunion de l'OMC à Quatar en novembre et le prochain sommet de l'Union européenne en Belgique à Laeken en décembre.

Pierre Khalfa / Août 2001

▸ **Courriel d'information n°258 du Mardi 21 août 2001**

Les leçons de la crise Argentine

Par Michel Husson

(*Je remercie Claudio Katz et Eduardo Lucita pour l'information qu'ils m'ont adressée*)

Default, le mot est en train de passer dans le vocabulaire argentin : cela veut dire “défaut de paiement ”. Telle est en effet l'épée de Damoclès qui menace aujourd'hui l'économie argentine : les capitaux quittent le pays, les réserves fondent et le risque de faillite voit sa probabilité augmenter tous les jours. L'Argentine vit la mondialisation financière au quotidien. Son destin est en quelque sorte indexé sur les indices de “ risque-pays ” très élevés que lui attribuent les agences de notation, dissuadant ainsi les investisseurs. Au bout de cette logique démente, où l'on s'endette pour payer les intérêts, il y a effectivement la cessation de paiement et une crise financière de grande ampleur, qui s'accompagnerait inévitablement de la dévaluation brutale du peso.

La dette, toujours

Tout part de la dette. Il n'est pas inutile de rappeler le rôle de la dictature militaire de Videla dans son envol (1). Au moment du coup d'Etat militaire, en 1976, la dette était à peu près nulle (8 milliards de dollars). Sept ans plus tard, elle en est à 44 milliards de dollars. Ce bond en avant est, comme dans le cas du Mexique, le résultat de trois facteurs : un recours sans contrôle à l'endettement, la corruption, et l'augmentation brutale et unilatérale des taux d'intérêt, mise en œuvre par les Etats-Unis au début des années 80. A la chute de la dictature, c'est le radical Alfonsín qui assume la présidence et décide de refermer la parenthèse. De manière significative, son choix politique est d'effacer les crimes de la dictature et de payer la dette sans discussion. C'est sans doute l'inverse (effacer la dette et faire payer les crimes) qui aurait été nécessaire. Quoi qu'il en soit, la dette s'installe et continue à gonfler régulièrement. Le marasme économique, général en Amérique latine où l'on parle de la décennie perdue à propos des années 80, prend, dans plusieurs pays, la forme d'une monstrueuse hyper-inflation. En Argentine, la hausse annuelle des prix à la consommation atteint un taux record de 4900 % en 1989 ! Cette année-là, les prix augmentent donc de 1,1 % par jour, soit de 38 % par mois. Au bout d'un an à ce rythme, ils sont multipliés par 50. La monnaie est donc plus que dévaluée, et Alfonsín aussi, qui doit céder la place à Menem.

Le démagogue va mener une politique non dénuée de succès à court terme, mais catastrophique à long terme. La question de l'inflation pèse évidemment sur la vie quotidienne des Argentins, sans parler de la vie des affaires. La grande idée de Menem, pour sortir de cette dérive, est d'ancrer résolument le peso sur le dollar, ce qui est fait à partir de 1991. “ Un pour un ”, c'est le même slogan que pour l'unification allemande et, dans les deux cas, il s'agit d'affirmer la prééminence d'un principe politique sur les réalités de l'économie. Ce tournant s'inscrit dans une logique que l'on retrouve aussi au Brésil et au Mexique.

Dans ses premiers plans d'ajustement structurel, le FMI recommandait plutôt une “ dévaluation compétitive ”, conçue pour stimuler les exportations, et donc les rentrées de devises indispensables pour payer les intérêts de la dette. Devant les ravages de l'inflation, la philosophie du FMI est réajustée, et les grands pays latino-américains passent à une politique de change fort, accrochant leur monnaie au dollar. Le mérité d'une telle politique est double : elle freine l'inflation importée et allège le poids réel de la dette, qui est évidemment libellée en dollars. Mais ces avantages s'accompagnent d'un grave inconvénient, qui est la perte de compétitivité des exportations. Cette configuration aggrave les traits de dépendance de pays comme l'Argentine et conduit à un creusement important du déficit commercial, dès que la croissance économique reprend.

Comment alors boucler la balance des paiements ? Pour couvrir le déficit commercial et la charge de la dette, il n'y a que deux manières, soit ponctionner les réserves, soit attirer les capitaux. La première solution étant limitée dans le temps, et peu cohérente avec le choix d'une monnaie forte, reste donc l'appel aux capitaux étrangers. C'est cette voie qui va être choisie : sur les deux années 1992 et 1993, 21 milliards de dollars vont affluer, alors qu'il n'en était entré que 9 au cours des six années précédentes.

D'où provient cette “ attractivité ” renouvelée ? C'est bien simple : la politique de Menem consiste à tout privatiser ou plutôt à tout solder. Car c'est bien une véritable braderie dont il s'agit. L'Argentine est sans doute le pays au monde qui a le plus privatisé. France Télécom et la société espagnole Telefónica se sont partagées le

(1) Eric Toussaint, La Bourse ou la vie, CADTM-Syllepse, 1998

3- Genova – Nouvelles d'ici *Du côté du forum différents thèmes ont permis de plonger au cœur des problèmes. Du côté des militants le bus de délégué(e)s russes vient d'arriver en ville après un périple de trois jours. Des informations diverses sur les événements à Gênes.*

4- Fracture numérique : Okinawa - Gênes : 1 an pour rien ? *L'expérience de la dot force démontre qu'il ne suffit pas d'être invité à une table de discussion pour être entendu et entrer dans un processus de démocratie participative. Les conditions démocratiques de ce dialogue ont encore besoin d'être inventées.*

5- Genova – En avant les femmes *Convaincus que seule la mobilisation peut imposer la justice sociale, les mouvements des femmes dans toute leur diversité seront présents à Gênes - le groupe Femmes et mondialisation d'ATTAC en est partie prenante - et demanderont l'annulation de la dette extérieure publique des pays en développement, ainsi que le versement des sommes correspondantes à un Fonds de développement, démocratique et paritaire, contrôlé par les populations.*

Courriel d'information n°255 du 20/07/2001 « Ils sont 8, nous sommes 6 000 000 000 !»

1- Le 20 juillet expliqué aux « Grands 8 » et aux peuples du monde *A toutes celles et tous ceux qui mobilisent les grands moyens pour savoir ce qui va se passer le 20 juillet, journée d'action contre le G8, ne cherchez plus : lisez !*

2- Gênes et les crises multiples de la mondialisation *Voici l'une des contributions aux Genoa Social Forum. La crise du système ne conduira pas nécessairement à son remplacement par un système plus bienveillant de relations internationales. Comme Rosa Luxemburg l'a indiqué avec prescience avant la montée du fascisme dans l'Europe en crise au début du XXème siècle, le résultat peut être “ la barbarie ” où les idéaux et les thèmes de l'opposition progressiste sont piratés et pervertis par les forces démagogiques qui sont hostiles à la liberté, à l'égalité et à la démocratie.*

3- Gênes entre Moyen age et science fiction *La ville de Gênes vis la tête à l'envers depuis l'ouverture de la zone rouge. 40 000 manifestants viennent de prouver aujourd'hui lors de la première manifestation sur le droit des migrants, qu'il est possible d'exprimer sont désaccord publiquement mais d'être cependant pacifique et festif.*

4- Piazza Palermo, le ventre d'ATTAC international *Le point de travail et de réunion des ATTAC dans lequel dorment et vivent des russes, des anglais, des italiens et des français, est une véritable fourmilière qui accueillent chaque jour grâce aux bénévoles mais surtout à Patrice et Rossella, des personnes provenant d'au moins une dizaine de pays et parlant autant de langues différentes.*

5- Manifester pacifiquement, ça se prépare ! *Non seulement au sein du Genoa Social Forum peut-on participer aux débats et présentation des experts, mais des formations sont aussi dispensées afin d'aider les militant(e)s aux techniques d'action non-violente. Un exemple à suivre et une expérience inoubliable.*

Courriel d'information *n°256 du 21/07/2001* « Spécial Gênes »

1- Perquisition musclée *La police italienne vient de procéder en pleine nuit, à minuit, à des perquisitions musclées et violentes au Centre Media et à l' Ecole Diaz qui lui fait face et abritait les journalistes alternatifs.*

2- Le G8 disqualifié par les événements de Gênes *Le manque de maîtrise et de préparation, l'organisation même de la confusion, la violence qui est allé jusqu'à la mort d'un jeune homme sont autant de faits qui montrent l'incapacité des gouvernements du G8 à pouvoir créer et gérer un cadre [d'expression et de débat démocratique, de participation des peuples à leur propre avenir. Cet échec est avant tout le leur.*

3- Quelques brèves *Quelques articles d'information autour des faits qui ont entaché les manifestations qui se sont déroulées en cette fin de semaine.*

Courriel d'information n°257 du 17/08/2001 « Nous sommes le monde »

1- Vive la mondialisation *Reprenons le travail après une absence qui malheureusement a interrompu le Courriel quelques semaines pour des raisons diverses, techniques surtout. Durant les vacances on fait des rencontres. Il s'agit ici d'une rencontre avec le secrétaire général de l'OCDE.*

2- Gênes russe *Une délégation nombreuse et très diverse de russes et d'ukrainiens ont participé pour la première fois à une mobilisation internationale. Remarquée lors des manifestations par des foules solidaires et sympathiques, cette délégation a participé à toutes les actions. Quelques témoignages après leur retour forment un compte rendu de ce voyage pour un autre monde.*

3- Les leçons de la crise argentine *L'Argentine vit une crise sans précédent qui tient plutôt du crash aérien que de l'atterrissage. L'économie agonise, le pays est exsangue, les personnes vivent constamment sous le couperet de la dette et toutes les activités sont soumises au paiement improbable des intérêts. Cette situation n'est pourtant pas une surprise mais le développement des décisions prises et des politiques sous orthodoxie FMI.*

4- Mondialisation des résistances *Une réunion internationale des mouvements sociaux vient d'avoir lieu au Mexique, qui a réuni 250 pers. de 38 pays. Il s'agit d'échanger les analyses autour des événements depuis le début de l'année et de la situation actuelle. Il s'agit aussi de préparer le deuxième Forum social mondial [à] Porto Alegre en 2002.*

Courriel d'information n°258 du 21/08/2001 « Approfondir et réfléchir »

1- Quelques réflexions sur la violence et l'état du mouvement *Au-delà des problèmes d'action, il nous faut approfondir nos réponses alternatives. Nous avons aujourd'hui un certain nombre de réponses limitées. Il faut leur donner une cohérence d'ensemble et surtout faire en sorte qu'elles soient reconnues par l'opinion publique. Cette démarche est d'autant plus importante qu'une grande partie de la crédibilité de notre action va se situer sur*

téléphone, Vivendi distribue l'eau et occupe un siège prestigieux à Buenos Aires. On peut parler d'une véritable furie privatisatrice, et chaque ligne d'autobus de la capitale est devenue une petite entreprise à peu près complètement déréglementée. Les tarifs ont augmenté dans des proportions allant de 40 à 100 %. Les mésaventures récentes de la compagnie Aerolíneas Argentinas sont particulièrement étonnantes : elle a été privatisée et rachetée par l'Etat espagnol, à travers la SEPI (Société Espagnole de Participations Industrielles). Elle est aujourd'hui en faillite et menacée de fermeture. Un tel panorama a ôté toute légitimité au discours sur la privatisation et mérite réflexion.

Les arguments employés en Argentine en faveur des privatisations sont pourtant les mêmes que partout ailleurs : meilleure efficacité, meilleure adaptation aux nouvelles technologies, allégement du secteur public, etc. En réalité, il s'agit d'une politique inconséquente, qui consiste à “ vendre l'argenterie ” et qui débouche sur l'aggravation des inégalités sociales et la désorganisation des services publics. Mais l'Argentine pousse jusqu'à l'extrême la nature de véritable racket de telles opérations. On peut dire la même chose de la réforme des retraites qui organise le passage, en principe facultatif, d'un système par répartition à un système par capitalisation, géré par le réseau des AFJP (Associations de Fonds de Retraites et de Pension) qui élargit encore le champ de la financiarisation et fait peser sur le budget de l'Etat la charge de la transition entre les deux régimes.

La dette est donc passée de 8 milliards de dollars en 1975 à 145 milliards de dollars en 2000. Elle est aussi devenue une industrie. Ainsi, les 10 premières banques (dont 8 sont étrangères) consacrent 46 % de leurs placements à l'intermédiation financière et à l'achat de titres de la dette publique émis, en fin de compte, pour payer la dette extérieure. Ces placements sont d'autant plus intéressants que les revenus correspondants sont exemptés d'impôts (2). La charge de la dette représente aujourd'hui près de 15 milliards de dollars, soit la moitié des exportations et presque un quart des recettes fiscales. La contrepartie de cette situation, ce sont trois ans de récession, et surtout la régression sociale : 37 % de pauvres, 30 % de chômeurs, la moitié des salaires inférieurs à 500 dollars, la quasi-faillite de la Sécurité sociale, etc.

Le dogme de la parité avec le dollar

Dix ans après, le piège de l'indexation du peso argentin sur le dollar est en train de se refermer inexorablement. Certes, cette politique a permis de faire baisser l'inflation, et ce fut pendant tout un temps l'argument massue de Menem. Le dogme de la “ convertibilité ” était difficile à remettre en cause, et le terme de dévaluation était banni du vocabulaire politique. Mais cet assainissement économique avait un coût énorme, en raison des coupes budgétaires et du gel salarial sur lequel il reposait en fin de compte. La dégradation des conditions de vie, la montée du chômage et de la misère, associées à une corruption généralisée et au creusement des inégalités, ont conduit à la défaite électorale de Menem, en décembre 1999. Cependant, les espoirs placés dans “ l'Alliance ”, la coalition dirigée par le nouveau président De La Rua, ont été vite déçus. Dans la grande tradition social-démocrate, le nouveau gouvernement a en effet entériné l'orientation libérale de Menem, et ce lourd héritage débouche aujourd'hui sur une situation catastrophique.

Faute de réorientation radicale des politiques économiques, le gouvernement actuel se trouve brutalement confronté aux impasses du néolibéralisme. Dès lors que la fuite en avant dans les privatisations s'essouffle (faute de munitions), et que se tarissent les entrées de capitaux, on s'aperçoit que, décidément, la dette externe (deuda externa) est bien une dette éternelle (deuda eterna). La crise prend alors la forme d'une crise fiscale. En effet, la charge de la dette se retrouve inscrite au budget de l'Etat, et ce mécanisme de vases communicants transforme le déficit extérieur en déficit public. C'est en dernier recours, l'Etat qui paie la dette mais, faute de ressources fiscales suffisantes, il doit s'endetter pour payer les intérêts et cet effet “ boule de neige ” devient vite incontrôlable et renforce tous les autres mécanismes.

Face à cette situation, le gouvernement De La Rua a simplement repris les mêmes politiques d'inspiration néolibérale : encore plus de flexibilité, baptisée “ réforme ” du marché du travail, augmentation des impôts (impuestazo) ciblée sur les classes moyennes et non sur les profiteurs, gel des salaires. Cette politique baptisée “ déficit zéro ” poursuit un objectif évident : dégager les moyens de paiement de la dette en réduisant les autres postes budgétaires, et rassurer ainsi les investisseurs internationaux. Elle est d'une brutalité sana pareille : augmentation de la TVA , baisse de 13 % des traitements des fonctionnaires, réduction de 30 % des budgets des administrations.

---

(2) Attac-Argentina, El ABC de Attac, 2000

A l'extérieur, le gouvernement a mis en place un prétendu “ blindage financier ”, destiné à se procurer un trésor de guerre suffisant pour faire face aux échéances, et rassurer ainsi les investisseurs internationaux. Mais il est arrivé ce qui devait arriver, à savoir que les 40 milliards de dollars réunis avec l'aide du FMI n'auront permis de gagner que quelques mois. Fin mai, soit cinq mois après le “ blindage ”, est lancé un plan de reprofilage de la dette (megacanje). Il consiste à échanger une partie des titres de la dette, venant à échéance dans les cinq prochaines années, contre de nouveaux titres. Il s'agit en réalité d'un cadeau royal aux créanciers internationaux ou argentins puisque le taux d'intérêt associé à ces nouveaux titres sera en moyenne de 15 %, contre 9 % environ, afin de tenir compte du fameux “ risque-pays ”. C'est aussi, évidemment, une terrible fuite en avant qui revient à repousser les échéances, quitte à les alourdir.

Ces bricolages successifs conduisent à une crise gouvernementale larvée. En moins de deux ans, on en est déjà au troisième ministre des Finances. De Domingo Cavallo, ancien gouverneur de la Banque centrale sous la dictature et ancien ministre de l'Economie de Menem, il ne faut pas attendre autre chose que la soumission aux règles du jeu de la finance internationale, quitte à choisir la “ violence ” de l'ajustement, pour reprendre le terme des manifestants du 7 août dernier. Le quotidien patronal Ambito financiero allait jusqu'à expliquer, dans son édition du 16 juillet, qu'un plan d'ajustement aussi dur ne pourrait être appliqué sans état de siège. C'est après tout une bonne synthèse d'une situation explosive, qui révèle une crise sociale très profonde. Même les classes dirigeantes sont traversées de contradictions et il existe une sorte de concurrence pour la captation des capitaux entre investisseurs et spéculateurs, à tel point qu'une fraction du patronat se rallie à l'idée d'une dévaluation, dont les inconvénients sont pires que les vertus disciplinaires. De plus, l'alignement sur le dollar distingue l'Argentine de la politique plus empirique menée au Brésil et déstabilise son économie vis-à-vis de son principal partenaire au sein du Mercosur.

Le Mercosur et le continent

L'Argentine s'inscrit depuis plusieurs années dans le projet de Mercosur, dont le noyau dur est constitué par le couple qu'elle forme avec le Brésil. Cette zone commerciale a conduit à une intégration progressive des économies de la région. Paradoxalement, et à la différence du Mexique, le Mercosur n'entretient pas de liaisons commerciales très intenses avec les Etats-Unis. Au début de 1999, la part des exportations vers les Etats-Unis est de 8 % pour les produits primaires, de 10 % pour les produits semi-manufacturés et 15 % pour les produits industriels. La part du Mercosur est respectivement de 23, 14 et 52 % et celle de l'Union Européenne de 36, 28 et 10 %. Le lien privilégié avec le dollar ne se déduit pas logiquement de cette situation et, à tout prendre, mieux vaudrait indexer le peso sur l'euro, idée qui est d'ailleurs partiellement mise en œuvre. Mais une logique de stabilisation passerait par l'établissement d'un système monétaire cohérent au niveau du Mercosur, ou au moins par une coordination des politiques monétaires. Son absence introduit un élément important de déséquilibre, qui est particulièrement net depuis la dévaluation du real brésilien au début de 1999.

Or, c'est le taux de change peso/real qui compte en matière de commerce à l'intérieur du Mercosur. L'indexation maintenue sur un dollar toujours plus fort a raboté la compétitivité de l'Argentine, notamment dans l'industrie automobile, et tend à la faire retourner à une spécialisation primaire. Cette concurrence “pourrait bien avoir des effets toxiques et déstabilisateur sur le couple moteur de l'intégration du Mercosur” (3). Ces tensions sur le change s'expriment aussi par la sortie des capitaux et font apparaître l'absurde du dogme monétariste. Alors que la parité avec le $ est [d'abord] motivée par la nécessité d'attirer les capitaux, elle a le résultat inverse et les fait fuir. Les investisseurs font leurs comptes et quittent l'Argentine pour le Brésil : il y a un an déjà, Business week (4) pouvait dresser une liste impressionnante de groupes qui se délocalisent, comme Delphi, Unilever, Goodyear, General Motors et Tupperware.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que les pays du Mercosur sont incapables d'adopter une position commune à l'égard de l'offensive des Etats-Unis en faveur de la ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques). Il faut distinguer ici deux questions, celle de la dollarisation et celle de l'intégration économique. Il n'existe pas de position de principe des Etats-Unis en faveur de la dollarisation : les Etats-Unis veulent bien que leur monnaie s'établisse comme référence mais à condition de ne pas endosser de trop grandes responsabilités. Panama ou l'Equateur ont fait du dollar leur monnaie, c'est très bien, mais cela ne doit pas impliquer une quelconque responsabilité de “ prêteur en dernier ressort ” pour la Réserve Fédérale. Le rapport

(3) Frédéric Dorothé et Alexis Saludjian, Le couple moteur Argentine/Brésil : clé du développement pour le Mercosur ?, document de travail, 2001

(4) Ian Katz, “ Adios, Argentina ”, Business week, 17 janvier 2000.

ce terrain, les gouvernements et les institutions internationales voulant nous enfermer dans le rôle "des gentils, sympathiques qui posent de vrais problèmes, mais n'ont rien à proposer".

2- ZLEA: vers une libéralisation extrême des marchés *Dans ces conditions, l'enjeu de l'extension des normes de l'ALENA ou celui de l'extension des normes de l'UE au plus grand nombre de partenaires à l'intérieur d'une zone de libre-échange ou d'un marché commun, selon les cas, revêtirait une toute nouvelle signification puisque, loin de préparer une soi-disant mondialisation, il signalerait plutôt l'émergence d'un affrontement entre blocs économiques.*

3- Brèves d'OMC *Pendant l'été pas de vacances pour les thuriféraires du commerce à tout prix et pour tout. A vrai dire ce sont les dernières manœuvres qui s'annoncent avant la ligne droite de la rentrée, celle qui mènera à la réunion ministérielle de l'OMC à Doha début novembre. Pourtant pas de nouveautés ni de réelles surprises : les dossiers avancent comme si de rien n'était. Les sociétés en sont de plus en plus exclues et les « chefs » radotent. Vers une fin de règne ?*

Courriel d'information %
n°259 du 24/08/2001
« Bas les masques »

1- Les malentendus de la mondialisation *Parler de mondialisation et d'anti-mondialisation sans qualification ou sans autre qualification que libérale à la place de capitaliste est un non-sens. Enfin, l'éloge du mondialisme est bâti sur une hypothèse douteuse qui renoue avec le naturalisme libéral : il existerait des droits humains indépendamment de l'organisation sociale.*

2- Partir au Qatar *L'association américaine Public Citizen propose une action afin de démasquer l'OMC et les gouvernements des pays membres qui affirment que les libertés et en particulier le droit de manifester et de se réunir sont garanties au Qatar lors de la prochaine réunion ministérielle qui se tiendra à Doha à partir du 9 novembre prochain.*

3- Campagne de soutien à ATTAC Maroc: premiers résultats *Malgré la "non-légalisation" officielle, le premier congrès d'Attac Maroc s'est tenu les 14 et 15 juillet derniers à Casablanca. Presque tous les groupes locaux étaient représentés. Jusqu'au dernier moment, les organisateurs ont craint une interdiction de la part des autorités.*

4- Big pharma : acteur de la mondialisation capitaliste *Le procès de Pretoria a mis en lumière le vrai visage de l'industrie pharmaceutique. Pour le décrire, il suffit d'inverser le slogan des manifestants sud africains : « la vie plutôt que les profits ». Le principal argument de Big Pharma est la protection des brevets, indispensables selon eux au financement de la recherche. Apportons tout de suite une première réponse à ce pseudo argument.*

5- La police est folle. *« En un clin d'oeil, les policiers, qui sont plus nombreux que les "manifestants", définissent un périmètre de sécurité. Les CRS interpellent alors plusieurs personnes. Le jeune stagiaire étudiant dépêché par Le Monde afin d'effectuer un reportage sur ce rassemblement est également arrêté et menotté. » (Le Monde 21/08/01) Voici le témoignage de l'un des manifestants.*

Courriel d'information %
n°260 du 28/08/2001
« Doha, Lamy et la Manifête »

1- Manifête pour un commerce équitable mondial *Manifête : (nom, féminin) Manifestation festive, colorée, tapageuse et pacifique. Les jeudi 6 et vendredi 7/09 se tiendra à Bruges une « réunion informelle » des ministres et secrétaires d'état du Commerce extérieur. A cette occasion une manifête sera organisée.*

2- Quelques éléments pour la discussion après Gênes *Pour tirer tous les enseignements de Gênes, il faudra croiser les bilans et lire avec attention les textes venant de réalités militantes différentes, ceux des italiens [et] ceux des autres délégations, des militants de nombreux pays étant présents aux différentes manifestations.*

3- Brèves d'OMC *Les décisions américaines concernant le protocole de Kyoto pourraient donner lieu à une première : le dépôt systématique de plaintes contre leurs conséquences. Coca Cola a, elle aussi, affaire aux tribunaux pour le financement d'escadrons de la mort. Quant à Nike, une nouvelle campagne publicitaire tente de se servir des militantes et des militants qui luttent contre ses pratiques sociales.*

4- La Marche bleue *La Marche bleue est une marche de 80 espagnols qui a démarré le 10 Août depuis Barcelone pour culminer à Bruxelles le 9 Septembre 2001 en passant par Paris le 4 Septembre. Cette action, soutenue par nombre d'associations, d'universitaires et de partis politiques, a pour but de bloquer le financement du très controversé Plan Hydrologique National espagnol qui prévoit la construction de 120 nouveaux grands barrages, du gigantesque détournement de l'Ebre vers le sud-est de l'Espagne (1milliard de m3 /an) et du détournement de l'eau du Rhône vers Barcelone (657 millions de m3 /an, soit 1000 km de canalisations).*

5- La marchandisation de l'eau *Un nouveau produit est entrain d'entrer dans les rayons des magasins et dans les distributeurs de boissons. En voici la description édifiante.*



Courriel d'information n°261 du 31/08/2001 « Faux arguments et vrais si-

1- Dérobade, ambiguïtés et grands silences de L. Jospin *Le 1er ministre français et pour le moment candidat virtuel à l'élection présid. de l'année prochaine, L. Jospin s'est exprimé lors du journal télévisé d'une chaîne de TV. Ses déclarations sont ambiguës et ce qu'il ne dit pas, assourdissant.*

2- 4axe Tobin: une autre voie est possible *En Italie un ex-gouverneur de la Banque d'Italie tente d'avancer quelques arguments qu'il imagine être contre la taxe Tobin. ATTAC Italie lui répond par la voix de l'un de ses membres par ailleurs entrepreneur.*

3- Gare à l'anarchiste d'Etat *Nous savons aujourd'hui avec certitude que nous étions alors dans le vrai. Des tonnes d'archives ont été peu à peu exhumées des caves du pouvoir. Elles témoignent de l'histoire d'une provocation permanente et criminelle qui a coûté des centaines de vies humaines.*

4- Non, la mondialisation n'est pas « heureuse » *Alain Minc, idéologue de la pensée unique, tente de relancer un débat autour d'une expression dont il l'auteur la « mondialisation est heureuse ». Les arguments dont il use, sont déjà usés jusqu'à la corde par la réalité et les rapports des plus grandes organisations internationales. Cette réponse de B. Cassen publiée dans le même journal (…) remet quelques vieilles pendules à l'heure.*

5- La fin du défaitisme *Une analyse sur la situation US sans doute bien proche de la notre. Quelle est la différence entre conservateurs et progressistes? Les conservateurs supportent le libre marché, tandis que les progressistes préconisent les solutions gouvernementales aux problèmes sociaux, vrai? Faux.*

Meltzer (5) sur la réforme du FMI laisse quant à lui ouvert le choix entre “ des taux de change rigides (currency board, dollarisation) ou fluctuants ”. Selon ce rapport, l'expérience montre que ce sont les systèmes mixtes, indexés (pegged) ou révisables qu'il faut éviter parce qu'ils “ accroissent le risque de crises et leur gravité ”.

La question sociale

Mais l'essentiel n'est pas là : la profondeur de la crise se mesure avant tout par une vigoureuse montée de la lutte des classes. C'est l'émergence de “ l'Argentine des piquets ” (Argentina piquetera). En quinze mois, ce sont quatre grèves générales qui ont permis aux chômeurs organisés et aux travailleurs de montrer leur force en inventant de nouvelles formes de lutte passant par le blocage des transports, particulièrement efficace compte tenu de la géographie du pays. (6)

Cette montée des luttes sociales permet de comprendre qu'il n'existe pas de solution technique appropriée aux questions auxquelles se trouve confronté un pays dépendant comme l'Argentine. Cette dépendance maintenue, à la fois économique et politique, se traduit par l'héritage de la dette et par l'incapacité à se hisser au degré d'hyper-compétitivité posée en norme par la mondialisation capitaliste. Que cette contradiction se condense autour du taux de change correspond au fait que, dans une telle situation, le taux de change optimal n'existe pas. Pour aller vite, il faudrait qu'il soit bas, pour être “ compétitif ”, et qu'il soit élevé pour être “ attractif ”. Tout ce qui pourrait permettre de desserrer cette double contrainte se heurte alors à l'extraordinaire rigidité d'un modèle social mis en place, il ne faut jamais l'oublier, par l'une des plus barbares dictatures que ce continent ait connu. Il faut un énorme culot pour réclamer, comme le font les dogmatiques ultra-libéraux, encore plus de flexibilité du marché du travail (à 15 % de taux de chômage officiel !) et encore plus de privatisations, du côté de la santé et de l'éducation. En réalité, le modèle rentier et de désindustrialisation mis en place par la dictature, et tellement en phase avec les exigences néolibérales, repose sur un socle dont la nature est plus sociale que financière. La financiarisation ne s'est pas réalisée aux dépends des capitalistes “ productifs ” mais sur la base d'une extraordinaire dégradation des conditions d'existence des travailleurs. Comme l'écrit Claudio Katz : “ les victimes du modèle, ce sont les salariés, dont les rémunérations ont baissé de 0,5% pour chaque point de croissance, et certainement pas les capitalistes qui ont profité de la précarisation du travail tout au long des années 90 ” (7).

A ce recul de la part des salaires, se sont ajoutés les effets d'une contre-réforme fiscale radicale qui ont conduit à une énorme concentration énorme des richesses. Il y a 4 ans, une délégation du FMI s'était rendue en Argentine avec, à sa tête, Vito Tanzi, directeur du département des affaires fiscales du Fonds. Voilà ce qu'il déclarait au Clarin du 11 août 1997 : “ l'actuelle structure fiscale a permis à beaucoup de gens de s'enrichir du fait qu'ils n'ont pas payé d'impôts, notamment ceux qui ont gagné beaucoup avec les profits du capital, intérêts et dividendes. Il est important de corriger cette situation. C'est primordial du point de vue de l'équité ”. Au journaliste qui oppose l'argument bien connu sur les sorties de capital, Tanzi réplique qu'on exagère l'impact négatif des impôts sur les revenus financiers, et cite l'exemple du Chili, où les profits sont beaucoup plus imposés qu'en Argentine. Il ne faut avoir aucune illusion sur l'équité dont il est question ici : Tanzi avait déjà en tête l'idée que, faute de recette fiscales, l'Etat argentin ne serait pas en mesure d'honorer ses obligations.

Le rôle central accordé aujourd'hui à la fiscalité comme variable d'ajustement montre que ce sont toujours les mêmes couches sociales qui vont être mises à contribution. Derrière les supposés impératifs de la mondialisation, on retrouve la guerre de classes. Face à une crise d'une telle ampleur, il ne peut au fond y avoir que deux alternatives. Ou bien, le fardeau est une nouvelle fois reporté sur le peuple argentin, par la force s'il le faut. Ou bien, le pays s'engage dans un processus de double rupture : avec la finance internationale, par le refus de payer le dette, avec les privilégiés de l'intérieur, par une revalorisation des salaires et des budgets sociaux, une remise en cause de la grande braderie des privatisations, et la réforme fiscale qui réalise le nécessaire transfert de richesse, des rentiers vers ceux qui produisent cette richesse. Telle est la leçon que nous offre l'Argentine, meilleur élève du FMI, champion des privatisations et de la monnaie forte : la logique dogmatique du capitalisme mondialisé débouche inexorablement sur la catastrophe sociale.

Michel Husson

▸ **Courriel d'information n°257 du Vendredi 17 août 2001**

---

(5) http://www.house.gov/jec/imf/meltzer.pdf

(6) Voir Eduardo Lucita “ Anciennes et nouvelles formes de luttes ”, Inprecor, mars 2001

(7) Claudio Katz, “ Crisis económica: interpretaciones y propuestas ”, Página 12, 6 juillet 2001. Article repris par La insignia, excellente revue électronique : http://www.lainsignia.org/2001/julio/econ_011.htm